



le magazine de la Banque Cantonale de Genève | été 2012

Sans le pont de l'île,
Genève ne serait pas

Un atout maître en Asie :
swissnex

Interview de Pierre-François
Unger ; Genève,
une ville ouverte sur le monde

 **BCGE**

Financement
de l'exploitation et
de l'investissement

Gestion de
taux, trésorerie
et devises

Fusions &
Acquisitions

**"Appuyer votre entreprise
au bon moment par une action
précise, puissante et délicate!"**

depuis 1816



Claude Bagnoud
Membre de
la direction générale

Raoul Monnay
Directeur
Entreprises Suisse

Catherine Raphoz
Directrice adjointe
Entreprises France

- La Banque Cantonale de Genève a vocation première d'appuyer les entreprises et leurs dirigeants.
- Son conseil et ses capacités financières constituent des leviers de force pour soutenir la croissance des fonds de roulement, accélérer l'investissement, optimiser le refinancement et conforter les fonds propres des compagnies industrielles et de services.
- La BCGE personnalise et inscrit dans la durée ses relations avec les dirigeants et actionnaires pour construire un partenariat durable et efficace avec le monde de l'entreprise.

 **BCGE**
Entreprises

Genève Zürich Lausanne Lyon Annecy Paris
Dubai Hong Kong

www.bcge.ch/entreprises +41 (0)58 211 21 00



Blaise Goetschin
CEO

Editorial

Splendeur et rareté du capital-risque

Les fonds propres constituent le socle originel de financement de toute entreprise. Fonder une compagnie incorpore l'idée du fondement granitique, de la base solide comme celle du financement par des fonds dédiés: le *funding*. Or, la levée de ces fonds baptismaux s'avère difficile. Le capital-risque est rare. Il le fut de tout temps.

Sa mobilisation retenue découle justement de sa deuxième particule: le risque. Ce risque est bien réel, il correspond au taux de mortalité, ou plutôt de survivance des projets entrepreneuriaux. Ce taux de survie, dans les premières années, est faible. Le capitalisme contemporain, même très réglementé, reste "une création destructrice". L'exigence d'excellence qu'imposent le marché et son acteur principal: le consommateur, entraîne une contrainte d'adaptation en vitesse, en technologie et en qualité de service, que peu de modèles d'affaires supportent dans la durée. Les projets qui réussissent créent une valeur capitalistique démultipliée, alors que ceux qui échouent annulent les mises de capital de départ. Il faut 20'000 idées sérieuses pour un médicament commercialisé. Seules deux opérations de financement en fonds propres sur dix seront véritablement rentables. Face à ces réalités, on peut s'interroger sur l'avenir de cette nature d'investissement.

Or, l'étude des classes d'actifs investissables sur de très longues périodes montre que l'investissement en actions d'entreprises reste de très loin le plus rentable, devant les obligations, l'or ou l'inflation... Investir dans les entreprises, c'est chercher à capter la productivité et la valeur créée considérables des réussites. Le capital-risque (*private equity*) représente un segment important de l'investissement en actions (*equity*). En 2011, l'investissement mondial en *venture capital* s'est monté à 46.4 milliards de dollars. Ce sont les USA qui, avec 70% du marché total, restent leader en 2011, suivis par l'Europe (13%), la Chine (13%) et l'Inde (4%)¹. Le rendement de cette classe d'actifs est plus élevé, tout comme son risque. Ce sont soit des entrepreneurs eux-mêmes, soit des fonds spécialisés qui fournissent la denrée rare.

En Suisse, marché plus traditionnel, ce sont les entrepreneurs, leurs proches et les grandes sociétés qui restent les principaux bailleurs. L'industrie institutionnelle du capital-risque est présente sur ce marché depuis les années 80.

Les fonds étrangers américains, allemands et français notamment sont venus participer à plusieurs opérations en Suisse, alors que les financiers en capital-risque helvétiques sont restés eux assez discrets. Cela s'explique en raison de la taille de notre économie et du fait que le crédit commercial bancaire se soit souvent substitué à des formes de financement telle que les prêts subordonnés (*mezzanine finance*) ou prises de participation au capital.

La BCGE a examiné ce marché et a considéré qu'une présence sur celui-ci était indispensable pour deux raisons: d'une part, le capital-risque est un ferment puissant du développement d'un tissu de PME; on s'inscrit ici pleinement dans la mission légale de la banque, d'autre part, les perspectives de rendement sont intéressantes, à condition de se montrer sélectif. "Qui ne risque rien n'obtient rien, qui risque tout, perd tout", proverbe anglais.

Fondée en 2008, détenue à 100% par la BCGE, la société Capital Transmission SA, Genève, incarne ce projet. Aujourd'hui, elle finance six entreprises en fonds propres pour une somme investie de 15 millions. Elle dispose d'une capacité d'intervention de 50 millions de francs et se tient prête à fournir ainsi du capital-risque aux PME qui ont une forte croissance, qui doivent faire face à la succession ou que l'on souhaite transmettre à leur management. La BCGE propose ainsi une gamme complète de financements de l'entreprise. Cela lui permet d'apporter sa contribution aux défis polymorphes qui se posent aux entreprises: les passages de seuils de croissance, l'irrégularité des cycles de développement et les incidences de la vie privée des entrepreneurs sur leur société. La banque est ainsi en mesure d'accompagner sans discontinuer de nombreuses entreprises pendant plusieurs décennies et générations.

Blaise Goetschin
CEO de la BCGE

Sans le pont de l'Île, Genève ne serait pas	2
Un atout maître en Asie: swissnex	4
Genève, une ville ouverte sur le monde	6
L'assemblée générale de la banque s'est tenue à Châtelaine	8
En bref	9

Finance et économie

Le souffle de la crise sur les banques européennes	10
Cockpit de l'économie genevoise	12
Lancement d'un nouveau fonds de placement en actions suisses: le BCGE Synchrony All Caps CH	14
Les études qui frappent	15
Le livre à découvrir	15
Etablir le bilan de son patrimoine et en corriger les déséquilibres éventuels	16

Impressum

Editeur: Banque Cantonale de Genève

Rédacteur responsable:

Olivier Scharrer (olivier.scharrer@bcge.ch)

Distribution: Fabienne Mourgue d'Algue (fabienne.mourgue.d'algue@bcge.ch)

Adresse de la rédaction, service abonnement:

Banque Cantonale de Genève

Communication

Quai de l'Île 17, CP 2251 - 1211 Genève 2

Tél. 022 809 31 85 - dialogue@bcge.ch

Tirage: 14'200 exemplaires

Création, réalisation graphique: Alternative.ch

Impression: ATAR Roto Presse SA

Copyright: Toute reproduction totale ou partielle des textes est soumise à l'autorisation de l'éditeur.

Photographies et illustrations: Alternative communication, Bibliothèque de Genève - Centre d'iconographie genevoise,

Greg Dufeil, Eddy Mottaz, istockphoto, gettyimages,

Loris Von Siebenthal, Magic Pencil, swissnex.

"Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas expressément l'avis de l'éditeur."

"Les informations contenues dans ce document s'appuient sur des éléments dignes de foi; elles ne sauraient toutefois engager la Banque Cantonale de Genève."

¹ Forbes, 21 mai 2012, *The MIDAS List*

Couverture:

Le retable de Saint-Pierre, © MAH, peint par Konrad Witz en 1444, est une des œuvres phare du Musée d'art et d'histoire. Dans la partie droite, l'artiste a représenté le château fort qui contrôlait alors le pont de l'Île. C'est cet extrait qui est présenté dans ce numéro de *Dialogue*. Le retable est une œuvre majeure de la peinture européenne, notamment car c'est la première à représenter un paysage réaliste.

Sans le pont de l'île, Genève ne serait pas

Un modeste bourg inconnu du monde, voilà ce que serait Genève, si elle n'avait pas eu la chance de disposer d'un pont, celui de l'île, il y a plus de 2'000 ans. Cet ouvrage a donné à la ville son élan initial, qui s'est amplifié au cours des siècles.



L'importance de Genève, dans l'histoire, est d'abord due à son pont, qui permettait de franchir le Rhône à la sortie du lac. Sous l'Antiquité, Genève apparaît comme la ville la plus au nord des Allobroges et la plus voisine du territoire des Helvètes. Son importance stratégique n'avait pas échappé à Jules César qui voulait faire pièce aux Helvètes, désireux de s'installer en Gaule.

Genève fait son apparition dans l'histoire en 58 avant J.-C. Au printemps de cette année-là, les Helvètes se rassemblent sur la rive droite du Rhône, le 5^e jour des calendes d'avril, soit le 24 mars, afin d'obtenir des Allobroges l'autorisation de franchir le pont. César ordonne alors de couper le pont pour empêcher les Helvètes de le traverser. En latin, dans le livre de César sur la Guerre des Gaules, cela donne: "pontem qui erat ad Genuam iubet rescindi."

Rebâti en bois, comme le précédent, avec de longs pieux s'enfonçant dans le lit du Rhône, il devient un lieu de passage des troupes et des marchands en direction d'Avenches, fondement obligé de la prospérité d'une Helvétie romaine dont amphores, monnaies et inscriptions trouvées lors de fouilles témoignent avec éclat.

Au Moyen Age

Pour mieux surveiller le trafic entre les deux rives, l'évêque de Genève fait bâtir, en 1218, un château fort en l'île, dont il ne subsiste que la Tour-de-l'île. Très vite, le château de l'île sera la résidence du principal lieutenant de justice de l'évêque, qu'on appelle le vidomme, qui sera une créature de la maison de Savoie, qui cherche déjà à mettre la main sur la ville. C'est ainsi que les patriotes genevois, qui luttent pour l'indépendance genevoise, seront incarcérés en l'île, où Philibert Berthelier sera décapité. Sa statue commémorative se dresse au pied de la Tour. On peut y remarquer une belette, car Philibert Berthelier aimait à se promener avec un tel animal qui jouait alors le rôle d'un chat aujourd'hui. La Tour-de-l'île, qui se dresse fièrement au milieu des constructions modernes, a failli être démolie à la fin du XIX^e siècle comme un symbole du féodalisme. Des citoyens indignés réussirent à convaincre les autorités de la maintenir. Ce fut l'une des premières réussites de la protection du patrimoine bâti et de l'origine du Heimatschutz.

Durant tout le Moyen Age, le pont de l'île et la rue de Coutance (Constance) ont vu défiler le trafic des marchands italiens, allemands et suisses allemands venus participer aux foires de Genève, qui comptaient parmi les plus importantes de l'époque, sur la route entre l'Italie du Nord et les Flandres. La banque des

Medicis de Florence avait d'ailleurs installé à Genève sa plus importante succursale au nord des Alpes. Au débouché du pont, à l'emplacement actuel de la place de la monnaie, les marchands italiens avaient fait édifier une chapelle : Notre-Dame des Italiens.

Moulins et maisons sur le Rhône

Dès la période médiévale, on constate un enchevêtrement de maisons et de moulins en l'Île. La force hydraulique attire des moulins à blé ou à papier ainsi que les industries du cuir. De plus, de nombreuses maisons, abritant des artisans, sont bâties sur le pont de l'Île. Tous ces édifices sont construits en bois, contrairement au texte des Franchises de 1387, qui prescrivait : "Que quiconque édifiera dedans la cité de Genève aucune maison, qu'il ne l'édifie point de paille, de feuille ni de bois. Et quand il fera du contraire, que les citoyens et bourgeois de leur autorité propre, le dit maisonement puissent détruire ou dérocher !"

Le grand incendie du pont de Rhône

Ces maisons atteignaient une hauteur de trois étages. Un terrible incendie ravagea les immeubles du pont dans la nuit du 17 au 18 janvier 1670. Le feu, déclenché accidentellement par un boulanger, se répandit par le bas en raison des stocks de graisse et d'huile conservés, prenant ainsi au piège les habitants qui durent tenter de se sauver par les toits. Le bilan fut lourd : 72 maisons détruites, 121 morts, 800 sans abri, soit environ le 5% de la population. Le sort de ces derniers fut particulièrement tragique dans la mesure où les autorités interdirent la reconstruction des habitations détruites sans prendre aucune mesure pour favoriser le relogement des victimes. Parmi les morts et les blessés, on découvre de nombreux métiers comme horlogers, déjà, épingliers, serruriers, pâtisseries, distillateurs, grainiers, chamoiseurs ou tanneurs. Le pont de l'Île formait un véritable quartier artisanal.

Après la reconstruction de 1670, le pont de l'Île prend la forme qu'on lui connaîtra longtemps, jusqu'au comblement de la fin du XX^e siècle. A la place du pont bâti s'édifie le Grand-Pont sur le bras gauche, tandis que le pont sur le bras droit s'appelle pont du Rhône pour le distinguer du pont Neuf, rebâti sans maisons. En aval, sur le bras droit se trouve le pont des Frises, ainsi dénommé parce qu'il se trouvait proche de moulins à friser des étoffes.

Les ponts de l'Île au XVIII^e siècle

Le trafic des chars et des carrosses sur les ponts devient toujours plus intense. Durant le XVII^e siècle, on avait interdit la circulation des carrosses en ville, qui n'étaient autorisés que pour se rendre à la campagne. Les Genevois ne l'entendirent pas de cette oreille et l'usage des carrosses fut finalement autorisé. Désormais, la circulation sur les ponts devint très difficile. Des embouteillages survinrent fréquemment, provoquant des plaintes nombreuses et récurrentes. On compte aussi plusieurs accidents mortels, dus soit à l'imprudence de certains piétons, soit même à des excès de vitesse en raison de chevaux mal maîtrisés. Dès 1740, on installe un pavage sur le pont. En raison de malfaçons, il devra être entièrement refait en 1766 déjà.

Les ponts de l'Île sont une des premières artères genevoises qui bénéficièrent d'un éclairage public. On remarque en effet sur une gravure de Geissler, de la fin du XVIII^e siècle (vers 1790), que la rambarde comporte des arceaux supportant des lanternes. L'éclairage au gaz n'apparaît qu'en 1844.

A cette époque, la largeur de chaque pont n'est que de 5.8 mètres pour une longueur de 42 mètres. On comprend mieux les difficultés de circulation. Ce n'est qu'en 1870 qu'on se décide à doter les ponts de l'Île de structures métalliques supportant le tablier.

"La Tour de l'Île, qui se dresse fièrement au milieu des constructions modernes, a failli être démolie à la fin du XIX^e siècle comme un symbole du féodalisme."

Le premier tramway

On oublie souvent que Genève a développé un réseau de tramways dès la fin du XIX^e siècle. Si la toute première ligne Chêne-Carouge fut hippomobile, puis à vapeur, le réseau est électrifié à partir de 1896, grâce à l'Exposition nationale. Mais en l'Île, la première ligne de tram fut inaugurée en 1894. Cent dix-sept ans plus tard, en 2011, un tram à franchi à nouveau les ponts de l'Île.

La cage aux aigles

L'Île a subi de multiples transformations aux XIX^e et XX^e siècles. La plupart de ses habitants ont laissé la place au secteur tertiaire. Pourtant des horlogers y conservent toujours des boutiques comme jadis. Les anciens abattoirs, transformés plus tard en marchés couverts, puis en halles de l'Île, ne sont plus qu'un souvenir. Grâce à eux, durant plusieurs décennies, Genève a eu l'équivalent de sa fosse aux ours : sa cage aux aigles. Dressée sur la place située devant les halles, cette cage abritait quelques aigles nourris par les abattoirs. La fermeture de ces derniers entraîna la disparition de la cage aux aigles.

Depuis plusieurs siècles, les ponts de l'Île ont formé l'un des nœuds essentiels du trafic économique de la cité. Ils le demeurent aujourd'hui encore, même si les lavoirs et les bains flottants, qui existaient encore il y a cent ans, ont disparu. Ne vient-on pas d'amarrer un ponton flottant aux flancs de l'Île ? En revanche, l'animation des ponts de l'Île demeure une constante depuis près de mille ans ! ■

Bernard Lescaze





La plateforme swissnex à Singapour est installée sur le Biopolis Campus.

Un atout maître en Asie : swissnex

Un peu plus de dix ans après sa création aux Etats-Unis, à Boston puis San Francisco, le réseau swissnex s'est étendu jusqu'en Asie, où il compte désormais trois des cinq plate-formes implantées dans le monde. Son rôle est de promouvoir l'image d'une Suisse technologique et créative à travers les échanges de chercheurs, d'étudiants, de professeurs.

“Le réseau swissnex s'est étendu jusqu'en Asie, où il compte désormais trois des cinq plate-formes implantées dans le monde.”

“La manière de gérer le réseau swissnex est très décentralisée, très pragmatique et s'appuie sur les contacts directs, en Asie, comme partout ailleurs”, résume Walter Grossenbacher. Sa fonction est de coordonner, depuis Berne, les cinq plate-formes du réseau swissnex, outil de la diplomatie suisse actif dans la diffusion de la recherche, de la formation, de la technologie, des arts et de l'innovation.

Sous l'égide du Département fédéral de l'intérieur, le réseau swissnex fait partie intégrante du Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche (SER) qui rejoindra, début 2013, le nouveau Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche, sous le nom de SERI, ajoutant le mot innovation à son vocable. En outre, depuis sa création, swissnex reçoit le soutien du Département fédéral des affaires étrangères et des conseillers scientifiques sur le terrain.

“L'aventure a commencé à Boston, en 2000, puis fut suivie par une implantation à San Francisco, en 2003, avant l'ouverture d'un premier bureau en Asie, en 2004, à Singapour, un pays comparable à la Suisse pour sa taille et la priorité accordée au développement d'une société de la connaissance de très haut niveau”, indique Walter Grossenbacher. Dénommés à leur création “Maisons suisses pour les échanges scientifiques et technologiques”, les swissnex jouent également leur rôle dans la mise en œuvre de la politique fédérale de coopération bilatérale scientifique entre la Suisse et les pays partenaires qu'elle s'est choisis: en Asie, c'est le cas à Shanghai, en Chine, et à Bangalore, en Inde.

Partout, l'activité du réseau se développe sur la base de partenariats avec les hautes écoles suisses, l'économie et des sponsors privés, tous en quête d'un plus grand rayonnement à l'international. Le principe est que chaque structure doit financer les deux tiers de son budget pour ses activités par des mandats, des parrainages ou des prestations de services propres, le tiers restant étant apporté par la Confédération

La BCGE est présente à Hong Kong

Le bureau de représentation de la BCGE à Hong Kong est notamment à la disposition des entrepreneurs suisses qui cherchent à développer leurs affaires en Asie. Il est très apprécié des sociétés actives dans le négoce international des matières premières. Ce bureau est également chargé de faciliter les relations bancaires de la BCGE. L'entité est dirigée par un employé de la banque de longue date : Mario Castello.

Au cœur d'un campus à Singapour

Huit ans après son ouverture, la plate-forme swissnex de Singapour est un bel exemple de ce fourmillement intellectuel et scientifique qui amène dans la ville-Etat de plus en plus de délégations de professeurs, de chercheurs et d'étudiants suisses. Implanté au cœur du Biopolis Campus, swissnex Singapour fonctionne avec 2.5 employés fixes et plusieurs stagiaires des universités et hautes écoles suisses, sur place pour cinq ou six mois. Actuellement, il accueille un stagiaire de HEC Lausanne, travaillant à mi-temps pour le réseau swissnex et à mi-temps comme ambassadeur junior de son école, car des liens étroits se sont, au fil des années, tissés avec d'anciens élèves, restés sur place ou repartis en Suisse. Son rôle a été récemment de préparer la venue d'un professeur de HEC Lausanne intervenu sur le thème de la finance durable et de la gestion des risques. Concrètement, swissnex Singapour a assuré la mise en œuvre de l'événement qui s'est déroulé dans les locaux du sponsor privé de l'opération. "Dans notre mandat, il y a le rôle de plate-forme pour les protagonistes et de connexion entre les mondes scientifique et de la recherche dans des domaines aussi variés que l'eau, le développement durable, la biotech ou l'art digital", illustre Suzanne Hraba-Renevey, directrice de swissnex Singapour. D'autres étudiants de l'Université de Genève et de la HES de Fribourg composent actuellement la petite équipe. Par ailleurs, du personnel local a été recruté, dont une personne, qui travaille en partie pour le canton de Vaud. Depuis 2010, la plate-forme s'est en effet vu confier un mandat pour aider au déploiement vaudois dans cette région du monde. Des échanges dans le domaine de l'éducation des enseignants, de la santé, de l'administration publique ou des services informatiques sont notamment à l'ordre du jour. D'autres cantons font le déplacement, comme Bâle, dont la promotion économique s'intéresse également à Singapour.

Exemple qui fait des émules

"Il y a beaucoup d'échanges avec l'Université de Saint-Gall qui a un représentant à Singapour depuis cinq ans", poursuit Suzanne Hraba-Renevey. Les liens sont tels, et les étudiants si nombreux sur place (une quarantaine en moyenne par an), que la prestigieuse institution y a ouvert un Institut de management pour l'Asie. Quant à l'Ecole polytechnique de Zurich, elle a cofondé, en septembre 2010, le Singapore-ETH Centre for Global Environmental Sustainability avec le soutien de la NRF (National Research Foundation) de Singapour. L'inauguration s'est déroulée en mars 2012, en présence du conseiller fédéral Alain Berset, sur le site de CREATE (Campus for Research Excellence and Technological Enterprise).

Partout en Asie, des milliers d'étudiants sont en quête d'échanges. "C'est très important que la diplomatie suisse et la diplomatie européenne agissent pour mettre l'Europe sur la carte mondiale de l'éducation et de la recherche", conclut la directrice de swissnex Singapour. L'exemple suisse a fait des émules : l'Allemagne, la Finlande ou l'Union européenne déploient à leur tour des conseillers scientifiques pour renforcer leur présence là où le monde bouge plus vite qu'ailleurs, dans des pays où les populations jeunes, dynamiques et ambitieuses ont une vraie soif de connaissances et de progrès. Dans cette logique, la prochaine étape du réseau swissnex – avant tout pragmatique –, pourrait bien être le Brésil. ■

Françoise Lafuma



La plateforme chinoise de swissnex est installée au cœur de la ville de Shanghai depuis 2008.

Shanghai et Bangalore en plein essor

Avec une dizaine de personnes à Shanghai et autant à Bangalore, en Inde, swissnex déploie de nouvelles forces dans cette Asie en plein essor démographique. Selon le même schéma qu'à Singapour, trois à cinq stagiaires, en moyenne, participent aux activités de la plate-forme chinoise, inaugurée en 2011 par le conseiller fédéral Didier Burkhalter. "La Suisse a beaucoup à offrir pour l'excellence de l'éducation dans les domaines comme les sciences de l'ingénieur, les *cleantechs*, le changement climatique, la finance, la santé ou les services", estime Flavia Schlegel, qui dirige swissnex China à Shanghai, depuis son ouverture. Illustration de l'effet réseau qui se met en place, une conférence virtuelle, organisée sur le thème du vieillissement se tiendra en novembre 2012, sous l'égide de la compagnie de réassurance Swiss Re. Elle se déroulera conjointement en Chine, en Inde et Singapour.

Par ailleurs, swissnex China assure le développement de la coopération bilatérale entre la Suisse et la Chine depuis quatre ans. Dans ce cadre, 25 projets de recherche entre les deux pays et une centaine de coopérations ont été mis en place. Un nouveau programme pluriannuel prendra le relais, dès 2013 et jusqu'en 2016. Les Ecoles polytechniques de Zurich et de Lausanne et plusieurs universités suisses ont désormais inscrit la Chine comme une destination phare.

Même engouement pour Bangalore, dont l'activité toute récente sera officiellement inaugurée début 2013. Dirigée par Silvia Hostettler, la structure comptera, à terme, une douzaine de personnes. Là aussi, l'innovation a toute sa place. Depuis décembre, swissnex India accueille une *start-up*, Minsh, créée par deux docteurs en sciences de l'Ecole polytechnique de Lausanne. La plate-forme indienne a aussi hébergé, durant un mois, un designer et architecte vaudois, qui a développé un produit illustrant la compétence suisse dans le photovoltaïque. "Bangalore offre de nombreuses opportunités de recherche de pointe dans les technologies de l'information et les nanotechnologies", souligne Silvia Hostettler, rappelant que la Suisse a choisi l'Inde pour lancer, en 2009, "Swiss Cube", son premier microsatellite.

www.swissnex.org

Genève, une ville ouverte sur le monde



“Genève est associée à l'excellence et à l'international. Tous les acteurs doivent contribuer au renforcement de la marque, y compris l'Etat.”

Genève a orienté son économie sur le marché international. Le secteur de l'horlogerie domine le marché en termes d'exportations, alors que la finance subit certains changements qui affectent la compétitivité des banques genevoises. Pierre-François Unger, conseiller d'Etat en charge du Département de l'économie et de la santé répond aux questions de *Dialogue*.

Quelle est l'importance de l'international pour l'économie genevoise ?

Dans notre économie globalisée, l'international est essentiel, notamment au travers des débouchés qu'il offre à nos entreprises locales en termes d'exportations. Les exportations représentent ainsi plus de 13.6 milliards de francs suisses (hors métaux précieux) contre 7.5 milliards pour les importations. A Genève, trois branches, l'horlogerie, la bijouterie et la chimie, représentent à elles seules entre 85 et 90% de la valeur des exportations du canton. En 2010, le canton de Genève était le troisième exportateur de Suisse, derrière les cantons de Bâle-Ville et de Zurich.

L'horlogerie est le premier exportateur de biens du canton. Quelles conditions permettront à cette industrie de continuer à jouer ce rôle-clé ?

Il y a deux axes : un axe de promotion de l'excellence et du maintien du savoir-faire à Genève qui insiste sur la mise au point de standards en place et vise à promouvoir la qualité et la fabrication à Genève. C'est pour ces raisons que le canton a dynamisé le "Poinçon de Genève". La certification joue un rôle vital pour l'essor de l'industrie horlogère du canton, sa créativité et le maintien de l'innovation. Grâce à ses exigences, le "Poinçon de Genève" contribue à maintenir des emplois qualifiés et des formations de haut niveau dans une multitude de métiers. Si le règlement du "Poinçon de Genève" a été remanié à plusieurs reprises, il constitue toujours, pour les montres mécaniques, un standard de qualité particulièrement contraignant en termes de bienfaisance de la montre. Il garantit la précision, la fiabilité, mais aussi la beauté ou encore le poli du mécanisme et prolonge les traditions des

cabinotiers de jadis. Le deuxième axe est la promotion de Genève comme capitale de l'horlogerie. Afin d'assurer le rayonnement de la cité de Calvin dans le monde horloger, nous avons développé le Grand Prix d'Horlogerie de Genève. Il salue l'excellence des productions horlogères mondiales et récompense annuellement les meilleures créations et les acteurs les plus marquants de l'univers horloger. Les plus beaux garde-temps seront alors les pièces maîtresses d'une exposition itinérante mondiale qui permettra à un public averti et international de les découvrir.

En dépit du changement des conditions-cadres qui touchent le secteur de la finance, celui-ci pourra-t-il maintenir son importance dans l'économie genevoise ?

Nous vivons actuellement une période de changements réglementaires profonds sur les marchés financiers et d'une érosion des marges dans le secteur bancaire. Cette dynamique a un impact énorme sur la compétitivité des banques genevoises sur le plan international et sur la rentabilité des différents secteurs d'activité. Il revient aux banques de trouver les réponses les plus adaptées et les plus appropriées à cette nouvelle donne. En Suisse, grâce, notamment, au savoir-faire en matière de conseils axés sur les besoins des clients et de gestion de patrimoine, elles peuvent offrir une plus-value aux investisseurs internationaux, même et précisément durant ces périodes de turbulences.



Comment le Conseil d'Etat favorise-t-il l'internationalisation de l'économie du canton ?

Le Conseil d'Etat a plusieurs outils à sa disposition. L'Office de promotion des industries et des technologies (OPI), par exemple, organise des missions de prospection à l'étranger pour encourager et valoriser le savoir-faire industriel et l'excellence de la région. Tout comme les plate-formes que sont Bioalps, Alp ICT, Micronarc et Cleantechalps, elles sont actives dans la promotion des domaines technologiques tels que les biotechnologies, l'informatique, la micromécanique et les *cleantechs*.

“Nous vivons actuellement une période de changements réglementaires profonds sur les marchés financiers et d'une érosion des marges dans le secteur bancaire.”

De plus, nous créons des ponts et des synergies entre le monde des multinationales et des entreprises locales. Les multinationales ont en effet un réseau à l'étranger et connaissent parfaitement les besoins du marché, mais elles sont souvent à la recherche d'innovations de rupture. Ces innovations, elles peuvent les trouver dans les *start up*, les PME ou encore les instituts de recherches de notre région. Mon département travaille pour la mise en place de plate-formes qui permettent aux acteurs d'échanger et ainsi de développer de nouvelles opportunités d'affaires.

“Genève” est une marque forte, mondialement connue, est-ce le rôle du Canton d'en faire la promotion ?

Genève est associée à l'excellence et à l'international. Tous les acteurs doivent contribuer au renforcement de la marque, y compris l'Etat. Au sein du DARES, nous faisons la promotion de l'innovation ainsi que de la diversification de notre tissu économique afin de contribuer à l'excellence de notre région.

Anticipez-vous la reprise de la progression du nombre de multinationales présentes ici ?

Nous traversons une phase de transition. Au niveau des implantations de sociétés étrangères, nous constatons un ralentissement. Les causes sont notamment la crise mondiale qui implique une imprévisibilité quant à l'évolution des marchés, le franc fort ainsi que les problèmes liés aux infrastructures, notamment le manque de logements. Les incertitudes liées à la crise de la dette et son évolution pèsent également dans la balance et de nombreuses sociétés reportent leur projet de relocalisation. Il est également à relever que la concurrence entre les places économiques devient de plus en plus forte. Cela étant, les atouts de notre région sont toujours nombreux. Je voudrais rappeler la compétitivité de nos conditions-cadres (fiscalité, droit du travail, système d'assurances sociales), mais aussi la qualité de la main-d'œuvre due, notamment, à la performance de notre système éducatif suisse ou encore les infrastructures et surtout la stabilité du cadre juridique, politique et fiscal. En outre, l'action de la promotion économique doit être ciblée, en privilégiant la qualité plutôt que la quantité, le respect de certaines valeurs dans les activités réalisées aussi bien en Suisse qu'à l'étranger et, finalement, elle doit soutenir l'innovation tout en veillant à la complémentarité des activités.

Le nombre d'emplois au sein des ONG est nettement plus petit que ceux des OIG, cet écart va-t-il persister ?

Genève et New York, sièges de l'Organisation des Nations Unies (ONU), sont les deux centres de coopération internationale les plus importants du monde. Genève étant le plus grand en nombre de réunions. L'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) est le centre de diplomatie multilatérale le plus actif du monde et il a été le théâtre de bien des négociations historiques. Il y a actuellement 21 organisations internationales (environ 21'600 emplois) et environ 250 ONG (environ 2'400 emplois). L'écart restera important, mais cet écart devrait se réduire dans la mesure où certaines organisations internationales appliquent des mesures d'économies, notamment en raison du franc fort.

Comment Genève peut-elle lutter contre ce handicap ?

La crise de la dette dans l'Union Européenne ainsi qu'aux Etats-Unis et son impact sur le cours du franc suisse représentent un défi majeur pour notre économie et sa compétitivité. Il est dès lors important de renforcer le soutien à l'innovation pour augmenter la compétitivité des entreprises suisses. Cet appui se réalise notamment par un dispositif de soutien aux entreprises qui se base sur le transfert de technologie, l'accompagnement, le financement et la mise en relation. On peut également citer le Geneva Creativity Center (GCC) qui est une démarche de l'Université de Genève et de la HES-SO Genève, soutenue par l'Office de Promotion des Industries et des Technologies (OPI) et l'Union Industrielle Genevoise (UIG). Le GCC consiste en la création d'un espace de collaboration, de stimulation et d'émergence d'idées, dans lequel les chercheurs(euses) des deux hautes écoles et les partenaires industriels se rencontrent pour confronter leurs besoins, idées ou problèmes afin d'élaborer ensemble de nouveaux projets d'innovations, tirant profit de tous les outils et de toutes les compétences à disposition.

Comment l'économie genevoise pourrait-elle s'adapter, si le protectionnisme faisait son retour dans le monde ?

Dans un pays où l'exportation représente plus de 60 % du PIB, le protectionnisme n'est tout simplement pas envisageable. De plus, Genève possède des sociétés tournées vers la gestion internationale, plus de 70'000 personnes travaillent en lien avec des entreprises multinationales.

Quelle est la contribution de la BCGE à l'économie cantonale ?

La contribution au tissu économique genevois est essentielle, notamment par les différents services financiers fournis aux PME ainsi qu'aux privés et aux investisseurs institutionnels.

Son rôle est fondamental, notamment par la proximité qu'offre la BCGE aux PME de notre région. Elle est ainsi mieux à même de comprendre les enjeux liés à leur développement. Elle participe activement au développement de notre tissu économique, notamment en soutenant la création d'entreprises au travers de son soutien à Genilem et en collaborant avec la FAE. Elle soutient de nombreuses manifestations dans la région et contribue ainsi au développement de notre région, mais également de notre identité. ■

Propos recueillis par Olivier Scharrer

L'assemblée générale de la banque s'est tenue à Châtelaine

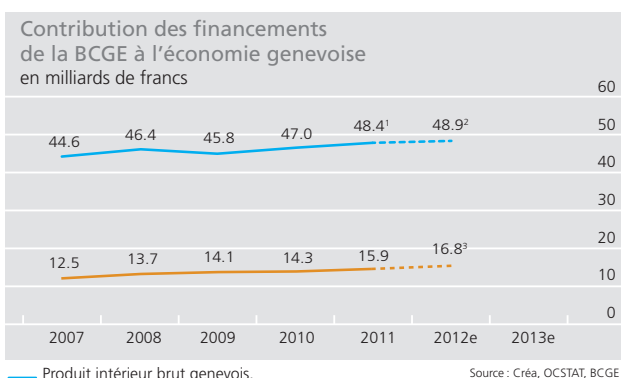
La Banque Cantonale de Genève a tenu, le 2 mai, sa 18^e assemblée générale en présence de 457 actionnaires, représentant 91% des droits de vote. Dans l'Espace Hippomène à Châtelaine, ils ont approuvé les comptes 2011 et voté la proposition de dividende de 4.5% du nominal. Au titre de l'exercice 2012, la banque pronostique une hausse de ses revenus et de son bénéfice.



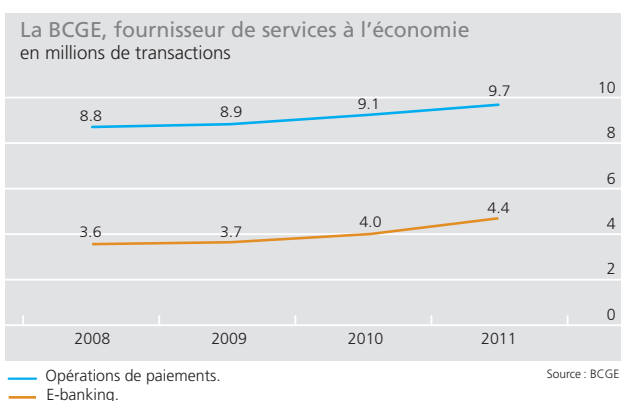
Olivier Schaerrer
Chargé de communication

“En dépit des conditions-cadres peu favorables, la BCGE a connu une bonne année 2011. Ses activités de crédit ont continué de se développer dans une enveloppe de risque maîtrisée; le *trade finance* a bénéficié d'une conjoncture internationale encore soutenue et les actifs gérés et administrés par la banque ont progressé de 4.7% en dépit de marchés peu favorablement orientés”, a indiqué Jean-Pierre Roth, président du conseil d'administration de la BCGE.

La banque a affiché en 2011 un bénéfice net en hausse de 11.8% à 63.1 millions de francs. Le bénéfice économique (résultat intermédiaire) était en forte hausse à 79.4 millions, reflétant la bonne santé économique et la solidité financière de la banque. Les fonds propres ont franchi le cap du milliard de francs. Les dépôts de la clientèle ont atteint un niveau record de plus de 10 milliards.



¹ Estimé par le Créa. ² Prévission BCGE. ³ Au 30 mars 2012 (non audité).

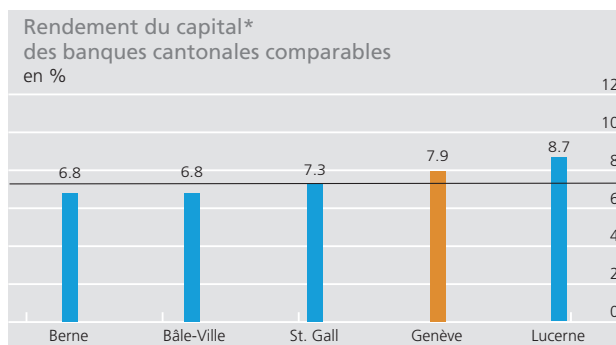


Quatre indicateurs de performance

Blaise Goetschin, président de la direction générale, a résumé l'exercice 2011 sur la base de quatre indicateurs de performance. Le premier d'entre eux, la compétitivité, mesure l'efficacité commerciale de la banque sur ses marchés. La banque continue à gagner du terrain dans les crédits, les hypothèques (+9.6%), la gestion de fortune et les activités de conseil aux entreprises. Le bilan s'est accru de 11.3%, alors même que 2011 était décrit par beaucoup comme une année récessive pour l'économie. Les actifs gérés et administrés ont atteint CHF 18.1 milliards.

Le second indicateur, la productivité, marque un continuel progrès. Le volume d'affaires traité par collaborateur s'est accru de plus de 10%. Le troisième critère de performance, la rentabilité, soit le rendement du capital et des fonds propres, le *return on equity*; se compare avantageusement à celui d'un groupe de pairs composé de banques cantonales, de taille similaire, cotées en bourses et dotées de stratégies d'affaires elles aussi dynamiques.

Dernier des quatre constats: la qualité des revenus, un facteur-clé de la pérennité de la banque. Dans une économie mature et saturée, soit avec un faible taux de croissance, et des taux bas, le chiffre d'affaires total bancaire stagne. Dans ces conditions, il convient en priorité de défendre le niveau des revenus. C'est ce que la BCGE fait notamment en diversifiant ses sources. ■



*Bénéfice intermédiaire sur fonds propres comptable (ROE). Source : Finanz & Wirtschaft, 24 mars 2012



Le site internet www.bcge.ch se révèle sous un nouveau jour

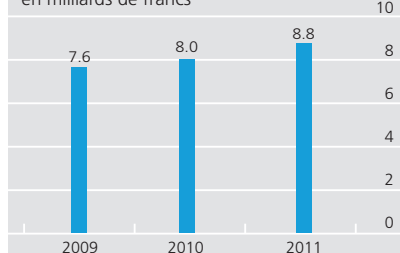
Le site internet de la banque a été entièrement repensé. Cette nouvelle version propose une dynamique nouvelle et un graphisme renouvelé à la lisibilité accrue. La page d'accueil s'ouvre sur BCGE TV, un choix de films et d'animations en rapport avec les activités de la banque. En se positionnant sur l'écran, le visiteur peut choisir lui-même son programme... La zone des actualités, rassemblant désormais toutes les nouvelles du groupe BCGE, est enrichie d'une image pour chaque information. En cas de nécessité, un bandeau d'alerte peut être activé pour mettre en évidence une information sensible de manière ponctuelle et spécifique. Dans le but de gagner en clarté, les informations pratiques et les outils (liste des agences, cours de change, chroniques ou simulateurs) sont proposés sous forme de petits espaces, appelés *widgets* (qui est la contraction des mots *window* et *gadget*). Ils sont extensibles au gré du visiteur. Les espaces d'information sont clairement scindés : généralités sur la banque (colonne de gauche), métiers (bandeau du haut) et informations financières (colonne de droite). Ce fonctionnement ainsi que son graphisme correspondent à ce qui a été développé pour le site mobile de la banque. Au niveau de la navigation, la volonté est de proposer au visiteur des menus dans lesquels il trouve l'ensemble des prestations et services, selon ses besoins. La plateforme d'e-banking est accessible directement depuis la page d'accueil.

Le Grand Genève devient officiel

En automne 2011, la BCGE, la Chambre de commerce, d'industrie et services de Genève (CCIG) et l'Office cantonal de la statistique (OCSTAT) publiaient conjointement une étude très appréciée intitulée *Le "Grand Genève": centre urbain et pôle métropolitain*. Outre sa description rigoureuse de la région, essentiellement d'un point de vue économique, cette recherche inventait un nouveau nom pour la région afin de rompre avec le terme incongru "d'agglomération franco-valdo-genevoise". La proposition a séduit, puisque les internautes, consultés par les instances officielles de la région, ont plébiscité le terme de Grand Genève, sans les guillemets cette fois-ci.



Prêts hypothécaires de la BCGE en milliards de francs



La banque est partenaire principal du Printemps de l'immobilier

Près de cinquante exposants ont animé le Printemps de l'immobilier. Ce salon, qui réunissait notamment de nombreux courtiers et régies de la région, s'est tenu pour la première fois du 21 au 23 juin dernier au Bâtiment des forces motrices. La BCGE était le partenaire bancaire de l'événement. Deux conférences, données chacune plusieurs fois par des collaborateurs de la banque, ont fortement intéressé le public. Bruno Roch, responsable commercial en l'île, s'exprimait autour du thème *Devenir propriétaire!* Albert Gallegos, responsable du Conseil patrimonial et prévoyance, a tenu en haleine le public avec *Le propriétaire et la fiscalité*.

Le souffle de la crise sur les banques européennes

La crise de 2008 fut une des plus intenses des deux derniers siècles. Partie des Etats-Unis elle se propagea à une Europe blottie dans sa conviction de posséder un modèle économique plus robuste parce que moins excessif. Ebranlée dans ses fondements, cette dernière joue aujourd'hui sa survie budgétaire. Mais comment les banques du vieux continent, déjà touchées par la crise des *subprimes*, ont-elles encaissé l'impact de ces événements ?

“Il est intéressant de comparer la situation d'avant la crise à celle d'aujourd'hui en prenant comme référence la note A, la plus fréquente, qui peut être considérée comme la notation neutre pour une banque.”



Xavier Pintado
Conseiller advisory senior



Franco Furcolo
Responsable BCGE
Private Banking clientèle Suisse

Les premiers signes de la tourmente apparaissent au début 2007. Le cours du titre UBS entame une descente vertigineuse durant laquelle ce vaisseau amiral de la finance perd plus de 85 % de sa valeur. Le climat est électrique. La tension, à son paroxysme, se libère finalement à l'aube du lundi 15 septembre 2008 : Lehman Brothers est déclarée en cessation de paiements.

Le séisme se déclenche. L'épicentre se situe à New York, mais Londres vacille tout autant. La planète a le regard tourné vers les Etats-Unis, vus comme le pays de tous les excès. Washington réagit alors avec une extrême célérité. En quelques jours, les brèches béantes sont colmatées. Il faut à tout prix ranimer l'économie dont les banques assurent une fonction vitale.

Répliques sismiques en Europe

Entre-temps, que fait-on de l'autre côté de l'Atlantique ? Les banques du Royaume-Uni et de l'Irlande, écrasées par l'éclatement d'une bulle immobilière, sont en faillite systémique ; l'Etat intervient massivement, transformant dans la foulée la dette privée en dette publique.

Les autres pays se sentent moins concernés. “Nous n'avons pas commis les mêmes excès” entend-on dire en Allemagne, en France et ailleurs. Mais la fragilité du système bancaire se profile en filigrane et les consciences s'éveillent : la dette publique écrase un système financier déjà fragilisé. On trouve des maillons faibles : la Grèce, l'Irlande, le Portugal...

La peur s'installe, avec cette fois-ci la zone euro pour épicerie. Les banques font l'objet de toutes les attentions. Les *stress-tests* se succèdent, mais les doutes augmentent. La liquidité interbancaire se fige. On ose évoquer l'impensable : l'euro – jusqu'à quand ? A l'heure qu'il est, la BCE semble avoir trouvé une parade sous la forme d'un programme de financement illimité des banques à trois ans. Un répit à exploiter pour regarder en arrière et mesurer l'impact de la crise sur les banques européennes.

L'impact sur la valeur des banques

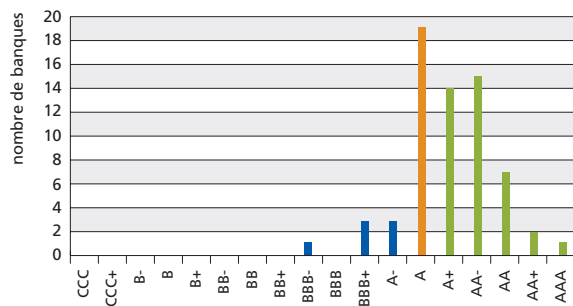
Notre analyse repose sur l'indice sectoriel STOXX des valeurs bancaires. Cet indice paneuropéen ne retient que des entreprises de taille significative en termes de capitalisation boursière. Il atteignait sa valeur historique la plus haute le 20 avril 2007, comprenant alors 66 banques dont 11 italiennes, 7 espagnoles, 5 grecques, 4 françaises, 3 irlandaises et 3 portugaises. La Suisse, en revanche, n'était représentée que par l'UBS et le Credit Suisse. Les neuf représentantes du Royaume-Uni, géant financier européen incontesté, pesaient 30 % de la valeur totale.

En février 2012, presque cinq ans plus tard, la situation a bien changé. L'indice ne comprend plus que 49 titres et sa valeur a baissé de 72 %. Plus révélateur : un investisseur qui aurait parié le secteur contre l'indice large des valeurs européennes aurait subi une sous-performance relative de 58 % sur cette période.

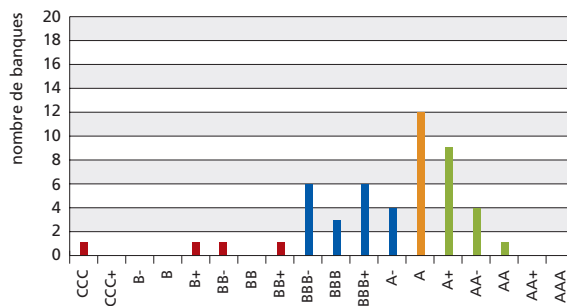
Evolution du risque de crédit vu par les agences

Mais c'est surtout l'évolution du risque de crédit qui interpelle. Ce risque, mesuré par les agences de notation, s'exprime dans les graphiques montrant le nombre de banques membres de l'indice par note. Il est intéressant de comparer la situation d'avant la crise à celle d'aujourd'hui en prenant comme référence la note A, la plus fréquente, qui peut être considérée comme la notation neutre pour une banque.

Rating des banques européennes (avril 2007)



Rating des banques européennes (février 2012)



Au mois d'avril 2007, le *rating* A était attribué à 19 banques. En dessous, on ne dénombrait que cinq institutions, toutes de qualité investissement (supérieures à BBB-). Au-dessus du A, on comptait en revanche 39 banques. La distribution était fortement biaisée vers les notes supérieures.

En février 2012, la note A ne concerne plus que 12 banques. Cependant, on dénombre 23 banques avec un *rating* inférieur à A au lieu de 5, dont quatre sont de la dette "pourrie". Au-dessus de A on ne trouve plus que 14 institutions. Le centre de gravité de la distribution s'est manifestement déplacé dans la mauvaise direction et cela traduit le manque de confiance dans le système bancaire européen.

Signe révélateur, la note CCC est celle de la seule des 5 banques grecques restant encore dans l'indice. La note BB+ est celle de l'unique banque irlandaise rescapée. Les 3 banques portugaises ont été radiées de l'indice. Il n'y a plus que 5 banques anglaises au lieu de 9.

La Suisse en position favorable

Seule la Suisse voit le nombre de ses représentants doubler, passant de deux à quatre: Julius Baer et Valiant figure maintenant à côté de l'UBS et du CS. C'est la conséquence d'un contexte économique et institutionnel plus favorable dans notre pays. Cela se reflète dans les banques cantonales qui déploient l'essentiel de leurs activités à l'intérieur de nos frontières. Parmi celles notées par les agences Standard & Poors et Moody's on compte 5 AAA, 3 AA+ et 2 AA ou A+.

La constellation des banques cantonales, vue par les grandes agences, semble donc un havre de sécurité. Certes, la garantie accordée par certains cantons y contribue de manière substantielle. Mais cela ne justifie pas tout. La Banque Cantonale de Genève, par exemple, a vu sa note passer de A- en 2007 à A+ en décembre 2011. C'est une situation rassurante dans le contexte économique actuel. C'est aussi la consécration d'un modèle d'affaires ancré dans l'économie réelle et d'une gestion des risques rigoureuse. ■

Qui sont les plus grandes banques européennes

L'univers des grandes banques européennes est aussi divers que le continent lui-même; tentons tout de même d'en dresser quelques fils conducteurs en commençant par HSBC. C'est très nettement la plus grande capitalisation, le critère de classement que nous avons adopté pour cet encadré. Ayant son siège à Londres, HSBC réalise près de la moitié de ses revenus en Asie, où elle est fortement implantée, et dans d'autres pays émergents (Amérique Latine, Moyen-Orient, Afrique). Banque d'entreprises, de financement, d'investissement et de marchés, elle est présente dans 85 pays. Son plan stratégique, annoncé en août 2011, s'est traduit par la cession de certaines activités et des milliers de suppressions de postes (30'000 annoncées jusqu'en 2013). Celles-ci seront compensées par de nouvelles embauches dans les pays émergents (15'000 prévues), notamment en Asie. Ses concurrentes britanniques, Standard Chartered PLC, Barclays, Royal Bank of Scotland, Lloyds Banking Group, figurent aussi dans les 10 premiers rangs des banques européennes, respectivement aux 3^e, 6^e, 7^e et 10^e rangs.

La plus grande banque de la zone euro est, aussi curieux que cela puisse paraître, la première banque espagnole: Banco Santander, qui emploie plus de 190 000 collaborateurs dans le monde. Elle réalise la moitié de ses profits en Amérique Latine et elle détient également de fortes positions au Royaume-Uni, au Portugal, en Allemagne et sur la côte Est des Etats-Unis.

La première banque française, BNP Paribas, arrive en 4^e position. Banque européenne de détail, d'affaires et d'investissement, elle est engagée avec de nombreuses banques européennes dans un plan de réduction de son bilan, en conformité avec les exigences de l'ABE. Il faut attendre le 17^e rang pour retrouver une autre banque française, la Société Générale, Crédit Agricole ne se classant qu'au 22^e rang.

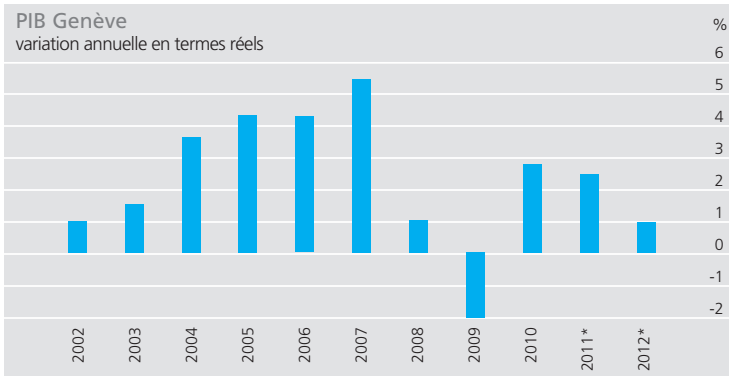
UBS, se positionne à la 5^e place, elle emploie quelque 65'000 collaborateurs (37 % en Amérique du Nord, 37 % en Suisse, 16 % en Europe et 10 % dans la région Asie-Pacifique). Credit Suisse et Julius Baer sont respectivement en 12^e et 26^e places.

La première banque allemande, Deutsche Bank, est classée en 8^e position. Elle a lancé en décembre 2011 la vente d'une bonne partie de son activité de gestion d'actifs.

Olivier Scharrer



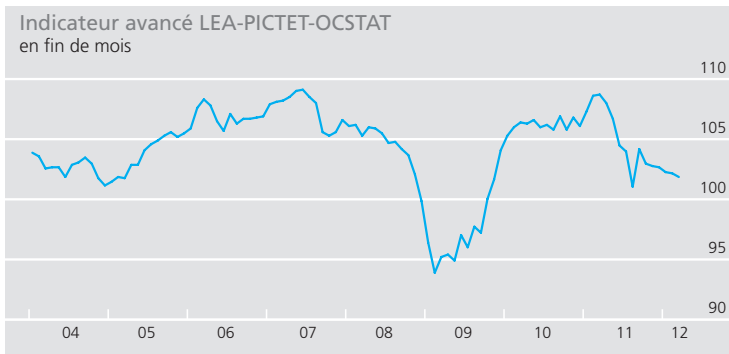
Cockpit de l'économie genevoise



*Estimations. Source: BCGE, pour les prévisions; OCSTAT, Créa, pour les données historiques

Evolution mitigée

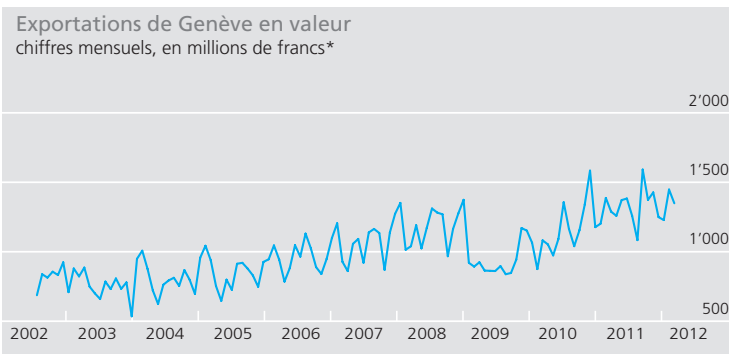
Au cours du 1^{er} trimestre 2012, l'évolution de la conjoncture de l'économie genevoise reste mitigée, avec des différences marquées selon les secteurs d'activité. Selon un sondage adressé aux professionnels des branches concernées, la situation reste bonne dans les services, y compris l'immobilier, même si elle se détériore légèrement. La marche des affaires peut également être qualifiée de satisfaisante dans la construction. En revanche, elle est considérée comme mauvaise dans l'hôtellerie (alors même que le nombre de nuitées est élevé, voir ci-contre), la restauration et le commerce de détail. Elle demeure un peu insatisfaisante dans l'industrie. Les prévisions pour ces prochains mois tablent sur une nouvelle amélioration dans les services, une stabilité pour la construction, l'industrie et le commerce de détail et une dégradation pour la restauration et l'hôtellerie.



Source : LEA-Université de Genève, Pictet, OCSTAT

Ralentissement annoncé par l'indicateur avancé

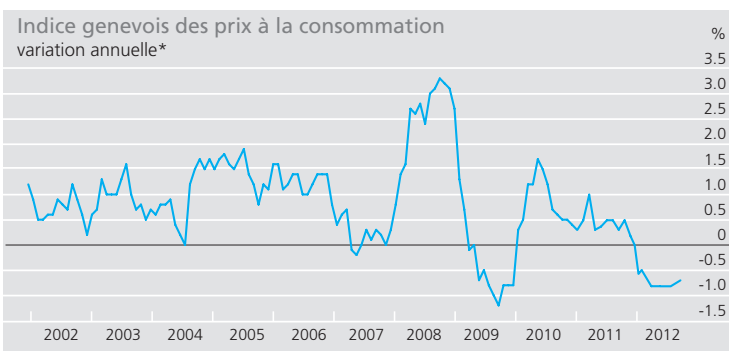
L'indicateur avancé LEA (Laboratoire d'économie appliquée de l'Université de Genève)-Pictet-OCSTAT baisse en mars, en deçà de son niveau de novembre 2011. Il a reculé sur une période d'un an, à l'exception d'un bref rebond en septembre 2011.



*Sans métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art ni antiquités. Source : Administration fédérale des douanes, OCSTAT
**Données provisoires.

Les exportations repartent

Les exportations renouent avec la croissance au 1^{er} trimestre 2012: +3.9% par rapport au trimestre correspondant de 2011; après avoir reculé au 4^e trimestre 2011 (-1.3%). Un rebond sensible par rapport à la situation de l'ensemble du pays où les exportations ne progressent que de 0.9% au 1^{er} trimestre 2012 en glissement annuel. La valeur des exportations genevoises (hors métaux précieux, pierres, gemmes, objets d'art et antiquités) s'élève ainsi à 4 milliards de francs. Côté importations, le repli observé au 4^e trimestre (-12.4%) s'est nettement réduit durant le 1^{er} trimestre de cette année: -0.9% en glissement annuel. Les importations suisses ont fléchi de 0.6% pour ce même 1^{er} trimestre.



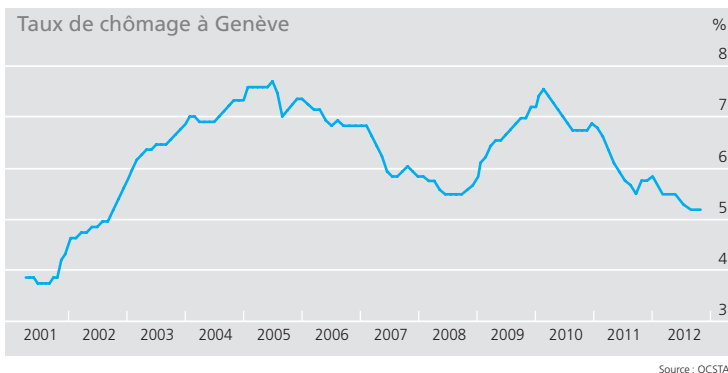
*Rapport entre l'indice d'un mois d'une année et l'indice du même mois de l'année précédente. Source : OCSTAT, OFS

Prix quasi stables

Les prix restent pratiquement stables: l'indice genevois des prix à la consommation enregistre en mai une légère progression de 0.1%, pour se fixer à 99.9 (décembre 2010=100). En glissement annuel, l'indice est toujours en recul: de 0.7%. Cette sagesse des prix résulte d'évolutions divergentes dans les différents groupes de dépenses. Dans le groupe logement et énergie (+1,9% en un an), les loyers des logements renchérissent ainsi de 0.5% en trois mois, tandis que les prix du mazout baissent de 2% en un mois. Les prix des biens et services indigènes progressent globalement de 0.4% en un an, alors que ceux des marchandises importées diminuent de 3.6%.

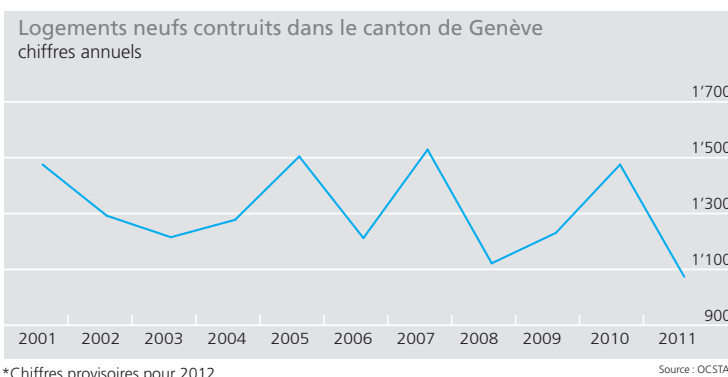
Chômage au plus bas depuis 10 ans

La baisse continue du nombre de chômeurs entamée en début d'année s'est poursuivie, pour atteindre un niveau qui n'avait plus été atteint depuis août 2002 : 11'365 personnes au chômage fin mai. Le taux de chômage à Genève se maintient toutefois ainsi à 5.2%, malgré 157 chômeurs de moins (-1.1%). En comparaison annuelle (mai 2011 – mai 2012), l'effectif des chômeurs baisse de 13.7%.



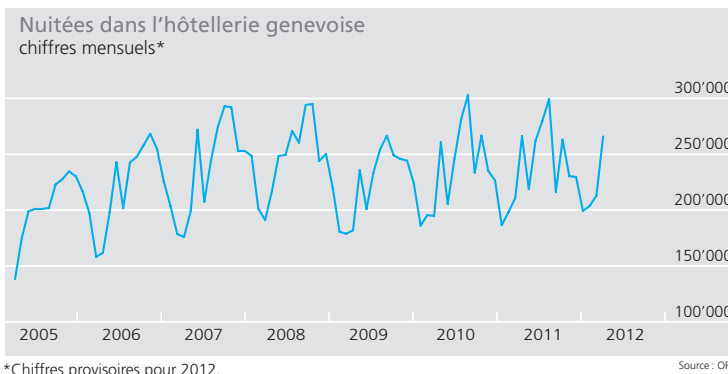
Repli de la construction

Coup de frein dans la construction : entre avril 2011 et avril 2012, la valeur et le volume des bâtiments nouvellement construits se replient en comparaison annuelle. Une baisse qui affecte plus les immeubles à usage d'habitation que ceux abritant des surfaces non résidentielles. Entre avril 2011 et mars 2012, 1'020 logements neufs ont été construits dans le canton de Genève, soit 624 de moins que l'année précédente. Ce qui représente un recul important de 38%.



Record de nuitées dans l'hôtellerie

Près de 675'000 nuitées comptabilisées par l'hôtellerie genevoise au cours du 1^{er} trimestre 2012 : c'est un record pour cette période des trois premiers mois de l'année. Le nombre de nuitées se gausse du franc fort et s'affiche ainsi en hausse de 1.1% par rapport au même trimestre de 2011. Ce sont les visiteurs étrangers qui sont à l'origine de cette bonne performance : de janvier à mars 2012, le nombre cumulé de nuitées des hôtes étrangers augmente de 2% en glissement annuel, tandis que, dans le même temps, celui des hôtes de Suisse recule de 2.2%.



Le dollar vers les 0.89

A 0.96 dollar pour un franc, le billet vert se situe au-dessus de sa valeur de long terme face à la monnaie helvétique. La BCGE table sur un taux de change dollar-franc de 0.89 à un horizon de 12 mois. Sous réserve que l'euro ne s'effondre pas entre-temps, puisque la BNS a fixé en septembre dernier un taux plancher à 1.20 francs pour un euro et qu'elle s'affirme prête à le défendre coûte que coûte. ■



Lancement d'un nouveau fonds de placement en actions suisses : le BCGE Synchrony All Caps CH

La BCGE vient de lancer un nouveau fonds de placement en actions suisses. Elle renforce ainsi son centre de compétences dans la gestion des actifs en francs suisses.



Jean-Luc Lederrey
Gérant institutionnel

BCGE Asset Management a élargi sa gamme de produits en y ajoutant un nouveau fonds de placement en actions suisses, le BCGE Synchrony All Caps CH. La banque gère, depuis 2006 déjà, et avec succès, un fonds en valeurs moyennes suisses, le BCGE Synchrony Small & Mid Caps CH.

Le nouveau fonds BCGE Synchrony All Caps CH est destiné au grand public comme aux investisseurs institutionnels. Le prix de la part au lancement du fonds a été fixé à CHF 100. Lancé le 30 mars 2012, il s'agit d'un fonds géré activement avec l'objectif de battre son indice de référence, la *Swiss Performance Index* (SPI). Son univers de placement se compose de l'ensemble des sociétés suisses cotées représentées au sein de cet indice. L'originalité de ce fonds repose sur l'intégration de l'analyse des cycles économiques dans la gestion du portefeuille.

Choix des meilleures sociétés suisses, dans le contexte économique du moment

Géré par Jean-Luc Lederrey, ancien responsable des études financières et ancien chef économiste de la BCGE, le nouveau fonds All Caps CH tire parti d'une double expertise présente au sein de la banque : la sélection des meilleures sociétés suisses et l'analyse des cycles économiques.

La philosophie d'investissement du fonds repose sur le constat bien connu que les cycles conjoncturels influencent les cours des actions, mais que cette influence n'est pas uniforme selon le type de société. Les valeurs cycliques et les valeurs de sociétés de taille moyenne surperforment en période de reprise conjoncturelle et de croissance économique, alors que les valeurs défensives et les titres de grandes sociétés se comportent mieux en période de ralentissement économique ou de récession conjoncturelle.

En effet, certaines entreprises présentent des modèles d'affaires relativement peu sensibles aux fluctuations conjoncturelles et sont donc considérées comme relativement "défensives". Exemple : l'industrie alimentaire, avec une valeur comme Nestlé, dont les résultats évoluent de manière relativement régulière au fil des années. L'alimentation étant un besoin de base de l'être humain, la demande est peu influencée par l'état de l'économie.

L'évolution du cours de bourse de l'action Nestlé n'est donc pas aussi fluctuante que celle d'une société plus "cyclique", dont les résultats sont fortement influencés par la conjoncture. C'est notamment le cas de l'industrie des biens d'équipement ou de celle des produits de luxe, auxquelles appartient notamment des sociétés comme ABB ou Swatch. La demande de biens d'équipement émane essentiellement d'autres entreprises, qui peuvent différer leurs décisions d'investir en fonction des perspectives conjoncturelles. Il en va de même des achats de produits de luxe, que les consommateurs peuvent reporter à des temps meilleurs en période d'incertitude économique.

Subtiles pondérations entre petites et grandes sociétés

On observe également que les actions des grandes entreprises et celles des sociétés de taille moyenne ne se comportent pas de la même manière dans les différents cycles boursiers. Les valeurs moyennes tendent à réaliser sur la durée une performance supérieure à celle des grandes sociétés, mais elles baissent davantage que les grandes valeurs en période de recul économique et de baisse des marchés et rebondissent plus fortement que les grandes valeurs en période de reprise économique et boursière. Ce comportement s'explique en partie par le fait que de nombreuses sociétés suisses de taille moyenne exercent leur activité dans l'industrie des biens d'équipement.

Le processus d'investissement du nouveau fonds repose ainsi sur la pondération relative des valeurs défensives et des valeurs cycliques, des grandes sociétés et des valeurs moyennes dans le portefeuille, en fonction de l'analyse du cycle économique. Le portefeuille de départ du fonds, lancé depuis le 30 mars 2012, mise sur une reprise modeste de la croissance mondiale et comporte une légère surpondération de valeurs cycliques et de valeurs moyennes par rapport à l'indice SPI. Les perspectives conjoncturelles sont mauvaises en Europe, mais la Suisse, les Etats-Unis et les pays émergents continuent de bénéficier d'une croissance modérée.

"Le choix des valeurs individuelles laisse une large place aux sociétés suisses exportatrices, notamment aux sociétés qui bénéficient d'une forte présence dans les marchés des pays émergents."

Le choix des valeurs individuelles laisse une large place aux sociétés suisses exportatrices, notamment aux sociétés qui bénéficient d'une forte présence dans les marchés des pays émergents et offrent, de ce fait, un potentiel de progression de leurs résultats supérieur à la croissance de l'économie mondiale. ■

Les études qui frappent

La Suisse romande continue à croître plus rapidement que l'ensemble de l'économie helvétique. Selon une étude publiée conjointement par les banques cantonales romandes, le PIB des six cantons romands a progressé de 2.4% en 2011 – contre 1.9% pour son homologue suisse – pour atteindre 137.4 milliards de francs. Il devrait encore gagner 1.4% en 2012 et 2.5% en 2013, sous réserve des incertitudes subsistant sur la conjoncture mondiale. Une analyse de la dynamique romande entre 2001 et 2011 montre que le "plus" de croissance dont bénéficie cette région tient au fait qu'elle abrite plusieurs branches "championnes de Suisse" en matière de développement rapide; dont les instruments de précision, le commerce, les activités financières et immobilières. En outre, une majorité de branches économiques ont affiché, en 2011, une croissance plus forte en Suisse romande qu'au plan national. ■

Les raisons de la dynamique économique romande, Rapport sur le produit intérieur brut (PIB) romand, les banques cantonales romandes, mai 2012.

www.bcqe.ch

Ces cinq dernières années, le revenu par tête a augmenté plus fortement en Suisse que dans les autres pays prospères de l'OCDE. L'édition 2012 d'*Objectif croissance* – qui évalue les réformes structurelles menées depuis 2007 – relève toutefois que le pays affiche toujours une productivité plus faible que les meilleurs, même si des progrès ont été réalisés pour lever les barrières au commerce non tarifaires. Pour doper la croissance, l'OCDE suggère notamment de supprimer les obstacles à la concurrence dans les industries de réseaux, de réduire les subventions à l'agriculture, mais aussi de faciliter l'emploi à temps complet des femmes ou l'accès aux formations tertiaires en octroyant des bourses et des prêts aux étudiants. ■

Economic Policy Reforms, Gains for Growth 2012, OCDE.

www.oecd.org/document/4/0,3746,en_2649_34605_49693508_1_1_1_1,00.html



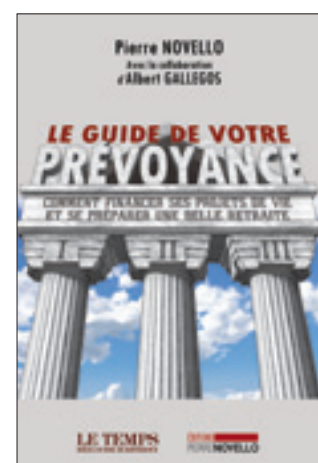
Le livre à découvrir

Journaliste indépendant, auteur de plusieurs guides de vulgarisation dans le domaine financier, dont le fameux *Bourse – Guide de l'investisseur*, et chroniqueur de *Dialogue* depuis 2008, Pierre Novello vient de publier *Le Guide de votre Prévoyance*, avec la collaboration d'Albert Gallegos, responsable du département Conseil patrimonial et prévoyance de la Banque Cantonale de Genève. Résultat de cette association fructueuse, cette somme de 400 pages aborde les thèmes centraux de la planification, tant professionnelle qu'individuelle, la fiscalité, les placements financiers, l'accès à la propriété immobilière, la succession ou encore le droit matrimonial, d'une manière très complète et pédagogique, en usant d'un langage simple, mais précis.

Cet ouvrage, ancré dans la pratique, recourt à de nombreux exemples et graphiques pour faciliter la compréhension d'un domaine réputé aride. Il comble ainsi une lacune pour tous ceux qui sont à la recherche d'une vue d'ensemble de notre système de prévoyance, tout en fournissant les éléments de réponse à la situation personnelle de chacun. *Le Guide de votre Prévoyance* est d'ailleurs conçu pour être consulté comme une sorte de petite encyclopédie, avec des chapitres autonomes et bien structurés, complété par un index détaillé permettant de trouver rapidement les informations pertinentes. ■

Le Guide de votre Prévoyance

Par Pierre Novello, avec la collaboration d'Albert Gallegos
Editions Pierre Novello, juin 2012.



Etablir le bilan de son patrimoine et en corriger les déséquilibres éventuels



Quelle que soit sa situation personnelle, il est indispensable d'établir non seulement son budget, mais aussi le bilan de son patrimoine, pour en dégager la situation nette et en améliorer éventuellement la structure.

Pour dresser l'inventaire de son patrimoine, on doit considérer l'ensemble de ses avoirs et de son endettement. En d'autres termes, il faut établir le bilan de ses actifs et de ses passifs. Si vous n'avez encore jamais entrepris un tel exercice, ce document vous fournira des informations précieuses, à commencer par votre position nette, c'est-à-dire ce qu'il vous reste après avoir déduit toutes les dettes.

Matelas de liquidités

S'il en ressort que vous jouissez d'une situation confortable, vous ne pouvez cependant pas en rester là. Il faut, en effet, veiller à disposer d'un matelas de liquidités pour faire face aux imprévus et éviter ainsi une crise dite – justement – de liquidités. Sinon, vous seriez obligé d'aller puiser dans d'autres actifs qu'il faudrait alors réaliser partiellement ou totalement. Si vous avez un portefeuille de titres, vous pourriez en vendre une fraction, mais pas forcément au meilleur moment, avec les pertes qui lui seraient liées.

La situation serait plus délicate si l'entier du patrimoine était investi dans des biens complètement "illiquides", tels des objets immobiliers. C'est pourquoi la règle d'or de toute gestion intelligente de son patrimoine passe par la couverture pleine et entière de ses dettes à court terme par un montant de liquidités immédiatement disponibles. En général, pour un salarié, ce montant correspond à deux ou trois mois de salaire.

Corriger les déséquilibres

L'examen de votre bilan doit aussi vous aider à mettre rapidement en évidence d'autres défauts structurels. Par exemple, si vous êtes très investi en bourse, alors que vous n'avez souscrit à aucun produit de 3^e pilier lié, manquant ainsi l'opportunité de substantielles économies fiscales. De même, si vous avez des rachats dans votre caisse de pension que vous pourriez effectuer pour profiter d'autres avantages fiscaux. Notons qu'il faudra prendre en compte les avoirs de la prévoyance du 2^e pilier et du 3^e pilier lié dans l'évaluation de votre patrimoine, même s'ils sont formellement hors bilan, puisque totalement indisponibles jusqu'à la retraite, sauf exception. C'est d'autant plus important que ces avoirs constituent la partie prépondérante de la fortune des personnes de plus de 50 ans, à hauteur de 60%.

A l'inverse, l'analyse pourrait montrer une trop grande prudence dans la gestion de votre fortune disponible, si elle était concentrée sur des comptes bancaires ou sur des obligations dont les revenus sont intégralement imposés, sans aucune diversification sur des instruments plus rentables sur le long terme et moins imposés, comme le sont les actions.

La part de l'endettement peut également s'avérer trop élevée en regard de vos revenus et de l'ensemble de votre patrimoine – on pense évidemment aux emprunts hypothécaires – et mettre ainsi en péril votre pérennité financière en cas de difficultés passagères, ou même de simples hausses de taux d'intérêt. Paradoxalement, l'endettement peut aussi se révéler trop faible, vous empêchant de tirer pleinement profit des déductions fiscales liées aux intérêts débiteurs et des placements supplémentaires à effectuer sur les marchés financiers. ■

Les huit questions à prendre en compte dans l'établissement de son bilan

Domaines: Questions

Bilan de son patrimoine: Quelle est ma position nette? Mon avoir est-il supérieur ou inférieur à mes dettes? Mes actifs sont-ils suffisamment diversifiés?

Endettement: Est-il excessif? Quelles seraient les conséquences d'une hausse des taux hypothécaires?

Endettement (bis): Est-il insuffisant? Pourrais-je augmenter mon hypothèque afin d'accroître les déductions fiscales de mes intérêts débiteurs?

Liquidités: Sont-elles suffisantes? Sont-elles excessives? Dans ce second cas, où devrais-je placer le surplus?

Immobilier: Quelle part de mon patrimoine est-elle constituée par ce type d'actif?

Portefeuille de titres: Quelle est ma stratégie pour optimiser la fiscalité sur mes placements sur les marchés financiers?

3^e pilier lié: Est-ce que j'ai souscrit à de tels produits si j'en ai les ressources?

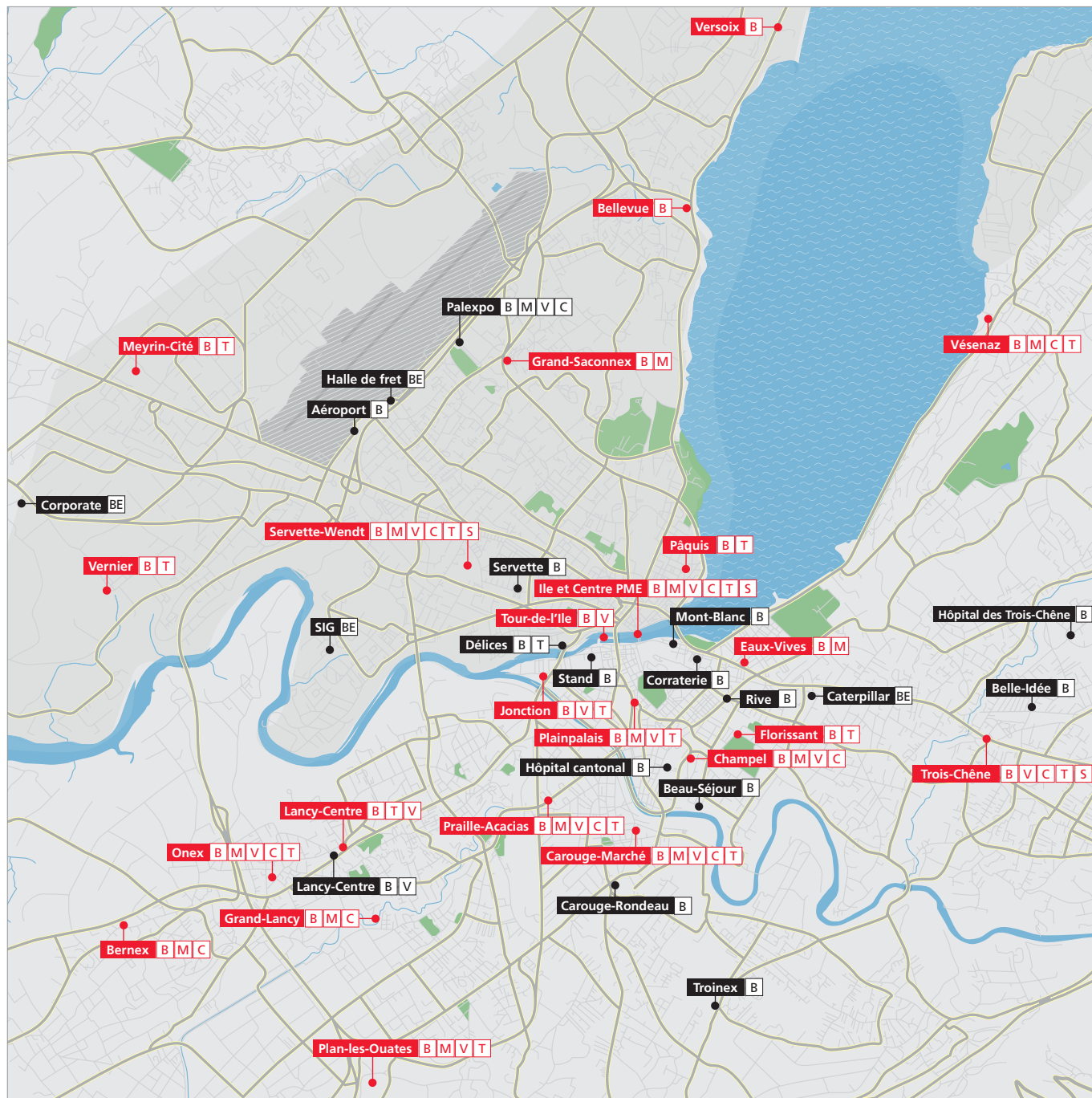
2^e pilier: Ai-je effectué les rachats que je pourrais réaliser dans ma caisse de pension?

hopiclowns



**Depuis 1996, l'association Hopiclowns se rend auprès des enfants hospitalisés à Genève. Aidez-nous à poursuivre notre travail!
CCP 17-488126-1**

www.hopiclowns.ch



Bellevue
Route de Lausanne 329
lu-je 14h à 17h30 et
ve 9h à 12h30 et 14h à 17h30

Bernex
Rue de Bernex 284
9h à 12h30 et 14h à 17h30

Carouge-Marché
Rue Saint-Victor 39
9h à 17h30

Champel
Avenue de Champel 45
9h à 17h30

Eaux-Vives
Rue Versonnex 13
9h à 17h30

Florissant
Route de Florissant 66
9h à 17h30

Grand-Lancy
Place du 1^{er}-Août 1
9h à 17h30

Grand-Saconnex
Route de Ferney 169
9h à 12h30 et 14h à 17h30

Ile
Quai de l'Ile 17
9h à 17h30

Jonction
Boulevard Saint-Georges 2
9h à 17h30

Lancy-Centre
Route de Chancy 67
9h à 17h30

Meyrin-Cité
Rue De-Livron 19
9h à 17h30

Onex
Avenue du Gros-Chêne 14
9h à 17h30

Pâquis
Place de la Navigation 10
9h à 12h30 et 14h à 17h30

Plainpalais
Rue de Carouge 22
9h à 17h30

Plan-les-Ouates
Place des Aviateurs 5
9h à 12h30 et 14h à 17h30

Praille-Acacias
Route des Acacias 49
9h à 17h30

Servette-Wendt
Avenue Wendt 54
9h à 17h30

Trois-Chêne
Rue de Genève 78
9h à 17h30

Vernier
Route de Vernier 219
9h à 17h30

Versoix
Route de Suisse 37
9h à 12h30 et 14h à 17h30

Vésenaz
Route de Thonon 45-47
9h à 12h30 et 14h à 17h30

Centre PME et indépendants

Ile
Quai de l'Ile 17

Opérations en ligne

BCGE Netbanking

BCGE 1816

Private Banking en Suisse

Genève
Quai de l'Ile 17

Lausanne
Avenue de la Gare 50

Zurich
Lintheschergasse 19

Filiale et bureaux de représentation

BCGE (France)

Lyon
Place Louis Pradel 20

Paris
Rue de la Baume 5

Anney
Avenue Gambetta 46

Hong Kong
Chater Road 18 – Central

Dubai
Sheikh Zayed Road,
Park Place

058 211 21 00
info@bcge.ch
www.bcge.ch

150 appareils automatiques de banquette sur 41 sites, la BCGE offre la gratuité des retraits aux bancomats de toutes les banques cantonales, soit le plus grand réseau de distributeurs automatiques de Suisse (1'600 bancomats).

